

Mémoire.Rwanda : Macron appelé à participer en personne aux commémorations du génocide

Courrier International, 27 mars 2019

Dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron, près de 300 personnalités demandent au président français de se rendre à Kigali pour assister aux 25^{es} commémorations du génocide contre les Tutsis, organisées le 7 avril prochain. L'organisation European Grassroots Antiracist Movement, à l'origine de cette tribune, appelle la France à reconnaître sa responsabilité.

Emmanuel Macron a décliné l'invitation de son homologue rwandais, Paul Kagame, à participer à la cérémonie en mémoire du génocide au Rwanda. Il y sera représenté par le député La République en marche (LREM) des Côtes-d'Armor Hervé Berville, d'origine rwandaise adopté en Bretagne, qui s'y rendra avec une délégation parlementaire.

Dans une lettre de l'Egam, une fédération d'associations européennes, des figures du monde politique, associatif, culturel, médiatique ou judiciaire, français et étrangers, dont Beate et Serge Klarsfeld, Daniel Cohn-Bendit, Marek Halter ou la militante libérienne et Prix Nobel de la paix Leymah Gbowee, jugent que la "place [d'Emmanuel Macron] est à Kigali. Au sein des plus hauts représentants de

la communauté internationale. Au près des rescapés."

"Depuis votre élection, vous avez envoyé des signaux laissant espérer une rupture avec le déni et l'omerta qui ont caractérisé la position de la France depuis le génocide. Après vingt-cinq ans, il est désormais temps d'effectuer des pas décisifs pour la vérité et la justice", soulignent les signataires dans cette lettre publiée notamment dans *Le Temps* et *La Tribune*.

Collaboration de la France

Rappelant que "la France avait annulé sa participation aux 20es commémorations du génocide", les auteurs de cette lettre ouverte estiment que la présence d'Emmanuel Macron "réparera cette indignité", tout en l'exhortant à tenir "un discours de vérité".

"Vous devrez expliciter les mots prononcés à Kigali en 2010 par votre prédécesseur à la tête de la République française, le président Nicolas Sarkozy, qui reconnaissait que 'des erreurs d'appréciation et des erreurs politiques ont été commises ici et ont eu des conséquences absolument dramatiques'". Et d'ajouter que "c'est par l'énonciation de vérités difficiles, exigeantes mais incontournables que se trace un chemin

d’humanité”.

Dénonçant “cette politique secrète”, les auteurs de la tribune déplorent que “la France, sa population comme ses institutions, le Parlement notamment, en aient été sciemment tenus dans l’ignorance”.

Ouverture des archives

“L’impunité de fait dont bénéficient les génocidaires et leurs complices est inacceptable. Pour permettre à la justice de faire son œuvre tout en élargissant le champ de la connaissance, il faut ouvrir la totalité des archives en les rendant accessibles, ce qu’avait pro-

mis en 2015 votre prédécesseur, le président François Hollande, mais qui est resté lettre morte”, avancent les signataires.

Pour “ouvrir une nouvelle ère de relations pleines et entières entre les sociétés française et rwandaise”, il faut “tenir un discours de vérité, faire œuvre de justice et aider les jeunes à se rencontrer”. C’est “la voie à suivre pour faire passer ce passé qui ne passe pas, rendre hommage aux victimes, apaiser les souffrances des rescapés et permettre aux sociétés française et rwandaise de se projeter pleinement ensemble vers l’avenir”, conclut la tribune.